

Mme Anne Burgess
Directrice, Politique des conflits et secrétariat de la cohérence en
matière de sécurité (IRP), Affaires mondiales Canada

Notes sur les femmes, la paix et la sécurité pour le Symposium sur la
Politique commune de sécurité et de défense (PCSD)
28 avril 2016

Introduction

Je suis honorée de participer à ce panel pour discuter de l'importante question des femmes, de la paix et de la sécurité. Je suis enchantée de rencontrer notre modératrice et ainsi que mes collègues panélistes.

Bien entendu, Peggy (Mason) est très bien connue à Affaires mondiales Canada.

Clara (Ganslandt), à qui je voudrais exprimer toute notre satisfaction à l'égard de notre collaboration avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) sur le dossier des femmes, de la paix et de la sécurité, dernièrement avec **Mme Mara Marinaki**, votre nouvelle conseillère en matière d'égalité entre les sexes et sur la résolution 1325, et avec son prédécesseur. Nous travaillons actuellement ensemble à faire en sorte que le Sommet du G7 produise des résultats concrets concernant les femmes, la paix et la sécurité.

Et Stephanie (von Hlatky) avec laquelle nous avons développé une relation fructueuse sur les questions liées aux femmes, à la paix et à la sécurité, y compris dans le contexte de l'OTAN.

GTSR et IRP

J'occupe un poste de directrice au sein du Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction, le GTSR, qui relève d'Affaires mondiales Canada. Le GTSR est une unité chargée d'assurer la coordination à l'échelle du gouvernement des enjeux relatifs au maintien et à la consolidation de la paix, à la prévention des conflits ainsi qu'aux interventions en cas d'urgences complexes et de crises humanitaires internationales.

Le GTSR dispose d'un fonds pour soutenir les interventions dans les États fragiles et touchés par des conflits ainsi que d'une capacité de déploiement de spécialistes, y compris dans le domaine policier.

Ma direction coordonne la politique canadienne sur le maintien de la paix et les opérations de paix, la médiation et la prévention des conflits, les États fragiles, les mécanismes d'alerte rapide, l'évaluation des risques et la prévention des atrocités. Nous sommes en outre responsables du programme sur les femmes, la paix et la sécurité.

FPS et Plan d'action du Canada

Le Canada, comme beaucoup d'autres pays et l'Union européenne, appuie fermement l'égalité entre les sexes et la promotion des droits des femmes et des filles, leur prise en main à titre d'agentes de paix ainsi que leur bien-être en situations de conflit.

Ainsi, l'élimination de toute forme de violence à l'égard des femmes et des filles est clairement une priorité pour nous au Conseil des droits de l'homme, où nous pilotons la résolution annuelle, tout comme l'est la campagne contre le mariage d'enfants, le mariage précoce et le mariage forcé. Ces problèmes, qui sont de nature universelle, sont exacerbés en situations de conflits qui recourent la question des femmes, de la paix et de la sécurité.

Nous appuyons également fermement le programme international sur les femmes, la paix et la sécurité. Le Canada siégeait au Conseil de sécurité en 2000 et a contribué à l'ébauche de la résolution 1325 – en fait, je faisais partie du groupe de rédaction pour le Canada lors de ma première affectation diplomatique – et nous avons l'honneur de présider le Groupe d'amis de la résolution 1325 depuis son adoption.

En 2010, le gouvernement a lancé le Plan d'action du Canada sur les femmes, la paix et la sécurité, qui a renforcé la concentration et la coordination à l'échelle du gouvernement pour la mise en œuvre du programme sur les femmes, la paix et la sécurité. Le Plan d'action du Canada est un partenariat entre Affaires mondiales Canada, le ministère de la Défense nationale et notre corps de police national, la Gendarmerie royale du Canada. Le Plan est doté d'un cadre de responsabilisation solide comportant des actions et des indicateurs définis et l'obligation de produire des rapports annuels publics. Les ministres ont présenté au Parlement trois rapports d'étape annuels et le quatrième est en préparation.

Le Plan d'action du Canada a pris fin le mois dernier, et le gouvernement s'est engagé à le renouveler. Nous en sommes actuellement à planifier le renouvellement, en collaboration notamment avec des organisations de la société civile avec lesquelles nous maintenons un dialogue régulier et ouvert.

En ce qui concerne nos activités récentes pour atteindre les objectifs du programme sur les femmes, la paix et la sécurité,

Le Canada s'emploie à renforcer le rôle des femmes au chapitre de la paix et de la sécurité grâce à une défense active de leurs droits, à la mise en œuvre de programmes et au déploiement de spécialistes.

Nous nous exprimons régulièrement et avec vigueur au Conseil de sécurité des Nations Unies dans le cadre des débats ouverts sur les femmes, la paix et la sécurité ainsi que la prévention de la violence sexuelle dans les conflits. Comme je l'ai mentionné précédemment, nous présidons le Groupe d'amis de la résolution 1325 et nous travaillons activement avec nos partenaires au sein du G7.

Nous favorisons la participation significative des Syriennes et des groupes de femmes à la recherche de la paix dans ce pays. La représentante canadienne auprès de l'opposition syrienne, la seule femme nommée à ce titre, utilise sa position non sans succès pour faire admettre des femmes au sein de l'équipe de négociation de l'opposition. Nous avons financé des travaux visant à inclure le texte de la résolution 1325 dans les documents sur la transition et la paix. Nous avons également financé l'envoi de conseillères spécialisées pour aider le haut comité de négociation de l'opposition syrienne.

Nous appuyons fermement les travaux de la RSSG sur la violence sexuelle en situation de conflit, Zainab Bangura. Nous l'avons invitée en juillet dernier à Québec pour faire le point, à l'intention des ministres et des directeurs politiques des pays partenaires de la coalition contre l'EISS, sur sa récente mission au Moyen-Orient visant à évaluer les terribles répercussions de la violence sexuelle surtout sur les femmes et les filles.

Elle a parlé de façon convaincante des conséquences éventuelles de la violence à long terme, y compris du fait que les enfants nés d'un viol sont à toutes fins pratiques apatrides en vertu de nombreuses lois locales. Cela les rend vulnérables à l'extrémisme au fil des ans puisqu'ils n'ont pas accès à l'éducation ni aux possibilités d'emploi.

En ce qui a trait à nos partenaires gouvernementaux, le chef d'état-major de la défense du Canada a publié le mois dernier une directive pour la mise en œuvre d'un programme triennal visant à institutionnaliser une approche axée sur l'égalité entre les sexes dans le contexte des opérations militaires. Quant à la GRC, elle dépasse l'objectif des Nations Unies d'affecter 20 p. 100 de femmes policières aux missions de maintien de la paix.

En ce qui concerne l'avenir,

Le gouvernement du Canada s'est engagé clairement à promouvoir l'égalité entre les sexes et les droits des femmes aussi bien au pays qu'à l'étranger. Cet engagement se reflétera dans toutes les initiatives dont, cette année, un examen de la politique de défense, un examen de l'aide internationale ainsi que le renouvellement du Plan d'action du Canada.

Sur la scène internationale, nous poursuivrons notre travail aux Nations Unies où nous accorderons notre appui à des initiatives comme le Women Leaders' Pipeline visant à préparer les femmes à occuper des postes de haute direction dans le domaine du maintien et de la consolidation de la paix.

L'anniversaire de la Résolution 1325, en 2015, a placé le dossier des femmes, de la paix et de la sécurité à l'avant-plan sur la scène internationale, et nous devons poursuivre sur cette lancée. Pendant que nous procédons au renouvellement du Plan d'action du Canada et au-delà, nous entendons continuer de collaborer étroitement sur ces questions importantes avec l'Union européenne et nos autres partenaires internationaux, nos partenaires au sein du gouvernement du Canada et, ce qui est important, la société civile du Canada.